



BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : IRAN - RÉFORME BRUTALE DE LA POLITIQUE DE CHANGE EN PLEINE RÉVOLTE NATIONALE

Début janvier, dans le contexte du soulèvement populaire massif sur l'ensemble du territoire, le gouvernement a significativement accéléré sa politique de rapprochement des taux de change – entamée à l'automne 2024 –, avec l'ambition affichée d'aboutir à un taux unique reposant sur des mécanismes de marché. La mise en œuvre brutale de ces mesures a immédiatement provoqué un bond d'inflation, que les mesures compensatoires de subventions aux ménages ne permettent de compenser.

LE CHIFFRE À RETENIR

60 %

INFLATION EN G.A FIN JANVIER
(RECORD HISTORIQUE)

L'Iran dispose depuis de nombreuses années d'un système de taux de change multiple. Depuis le retrait américain du JCPOA en 2018, l'écart entre les différents taux officiels et celui du marché parallèle n'a cessé de se creuser. Ce système, dont la raison d'être est de favoriser l'allocation des ressources en devises pour l'importation des biens jugés essentiels, a toujours été source de corruption, d'inefficacité, de contournement du rapatriement des recettes en devises par les exportateurs, d'allongement des délais d'allocation aux importateurs et, *in fine*, de dépréciation du rial sur le marché libre.

À l'automne 2024, un premier pas avait été franchi pour assainir ce système, avec la création du marché dit « de gré à gré », où exportateurs et importateurs pouvaient négocier des devises contre du rial directement entre eux, sur une plateforme hébergée par la Banque centrale d'Iran (BCI) – cette dernière ayant néanmoins un droit de regard, ainsi que de contrôle sur les fluctuations journalières du cours. À l'automne 2025, face à la pénurie de devises et à l'absence d'attractivité pour les exportateurs de ce nouveau taux, qui n'a, depuis sa création, cessé de creuser l'écart avec le taux libre, le Gouvernement a créé un deuxième taux sur ce même marché – taux appelé « de la deuxième salle », par contraste avec le premier depuis nommé taux « de la première salle ». Ce taux, proche de celui du marché libre à son lancement, a été ouvert à un plus grand nombre de secteurs d'activité.

À partir du 30 décembre, soit deux jours après le début du soulèvement populaire, le gouvernement a rapidement et sans préavis mis en œuvre deux réformes structurelles : i) la suppression partielle du taux fixe subventionné NIMA I et ii) la création d'un taux « de gré à gré » unique pour l'ensemble des entreprises (hors celles encore éligibles à NIMA I).

(i) Le 30 décembre 2025, le gouvernement iranien a brutalement supprimé par décret l'accès au taux NIMA I pour les biens alimentaires essentiels. Le taux est depuis réservé à l'importation de médicaments et de blé, qui bénéficie d'une exception. Dans le même temps, afin de compenser la hausse des prix alimentaires résultant de cette mesure, le gouvernement a annoncé mettre en place un nouveau coupon électronique mensuel, utilisable uniquement pour les achats alimentaires essentiels, auprès de 270 000 magasins référencés. Ce coupon, qui s'ajoute aux subventions directes existantes, est fixé à une valeur de 10 M IRR (environ 6 €) par personne et par mois, et sera révisé en fonction de la dépréciation du rial face au dollar. Le gouvernement entend ainsi faire

basculer la subvention de l'importateur (taux préférentiel) vers le consommateur (coupon). Ce changement a immédiatement fait exploser à la hausse le prix de vente de biens alimentaires essentiels. Ainsi, en l'espace d'une semaine seulement, le kilo de poulet est passé de 1,69 M IRR à 2,3 M IRR (+36 %) – contre 0,82 M IRR il y a un an (+180 %). Une boîte de 2kg d'œufs est passée de 2,85 M IRR à 4,8 M IRR (+68 %) – contre 1,5 M IRR il y a un an (+220 %). Le riz shiroudi (premier prix) est passé de 210 k IRR à 240 k IRR (+14 %), tandis que l'huile alimentaire était portée disparue des rayons pendant plus d'une semaine.

(ii) En parallèle, après que le taux de la deuxième salle ait été déprécié le 17 décembre à 1 \$ = 1 075 000 IRR (- 30% en glissement journalier), le taux de la première salle a été à son tour déprécié le 4 janvier – alors que le soulèvement était déjà d'ampleur nationale – à 1 \$ = 1 286 000 IRR (-42 % en glissement journalier). Depuis le 13 janvier, la BCI n'indique officiellement que le taux « de la première salle », désormais nommé « **hawalé** » et correspondant au taux en vigueur pour les transferts, et auquel l'ensemble des entreprises (sauf celles encore éligibles NIMA I) sont supposées échanger. Ce changement sans préavis ni transition a un impact considérable sur les importateurs, poussant les diverses organisations sectorielles dont les prix à la vente sont encadrés par l'État à exiger auprès du Ministère de l'Économie un rehaussement immédiat des prix à la vente. Les compagnies automobiles, entre autres, ont déjà relevé le prix à la vente des véhicules de 10 à 15 % en une semaine.

Au total, l'inflation officielle s'est portée à 60 % en glissement annuel à fin janvier (+7,4 points en glissement mensuel), son plus haut niveau recensé depuis la création de ces statistiques il y a 14 ans, avec une composante alimentaire avoisinant les +90 %. Si le principe de la politique engagée de rapprochement des taux procède d'une bonne politique économique, le contexte et la brutalité de sa mise en œuvre apparaissent insoutenables dans le moment que vit le pays.

Service Économique de Téhéran

ÉGYPTE

1. LÉGER REPLI DE L'INDICE PMI EN JANVIER 2026

L'indice des directeurs d'achat (PMI) a été ramené de 50,2 en décembre à 49,8 en janvier 2026, signalant une légère contraction de l'activité du secteur privé non pétrolier. L'enquête souligne un recul des nouvelles commandes et une baisse de l'emploi - la plus forte depuis octobre 2023 - les entreprises anticipant des capacités excédentaires. Néanmoins, la production a progressé pour le troisième mois consécutif, marquant la plus longue phase d'expansion depuis fin 2020, soutenue en partie par la demande extérieure. De plus, les prix de vente ont reculé en janvier pour la première fois depuis mi-2020, dans un contexte d'atténuation des pressions sur les coûts, malgré des hausses ponctuelles sur certains intrants (métaux, carburants). Enfin, les perspectives à douze mois demeurent positives mais prudentes, les entreprises anticipant une reprise graduelle de l'activité.

2. ÉMISSION DE BONS DU TRÉSOR (961 M USD) AU TAUX DE 3,5 %

La Banque centrale d'Égypte a émis, le 2 février, 961 M USD de bons du Trésor à un an, à un taux moyen de 3,5 %, inférieur à celui des émissions arrivant à échéance. Cette opération permet à l'État de remplacer des titres arrivant à maturité pour 1,06 Md USD, assortis d'un rendement plus élevé (4,25 %), réduisant ainsi le coût du refinancement à court terme en devises. L'adjudication a suscité une demande soutenue, avec des offres atteignant 1,114 Md USD, au-delà de l'objectif initial de 950 M USD, ce qui a permis de retenir les propositions situées dans le bas de la fourchette de taux. Cette émission s'inscrit dans la continuité des adjudications de décembre 2025 et confirme une détente progressive des rendements sur la dette publique égyptienne en dollars américains, traduisant une amélioration des conditions de financement externe et la confiance des investisseurs à court terme. En parallèle, le ministre des Finances égyptien a annoncé la préparation de nouvelles émissions obligataires internationales pour un montant compris entre 2 et 2,5 Mds USD au second semestre de l'exercice 2025/26, le volume total des émissions externes étant plafonné à 4 Mds USD sur l'ensemble de l'exercice.

3. AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE CIMENT (+18 %) EN 2025

La production de ciment en Égypte a atteint 65 millions de tonnes en 2025, en hausse de 18 % par rapport à 2024, ce qui positionne le pays comme le premier producteur africain. Cette dynamique positive est portée par des mesures gouvernementales obligeant les cimenteries à approvisionner prioritairement le marché local et par des incitations financières aux producteurs. La consommation intérieure s'établit à 54 millions de tonnes, en progression de 13,4 % sur un an, ce qui traduit un rebond du secteur de la construction sur la période. Les exportations, en léger recul de 6 % à 18,5 millions de tonnes, se réorientent vers le ciment fini (+66,6 %), à plus forte valeur ajoutée, au détriment du clinker, afin de maximiser les revenus en devises.

4. L'UE APPROUVE UNE SUBVENTION DE 9,56 M EUR POUR L'ÉTUDE SUR LE CÂBLE D'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE GREGY

La Commission européenne a approuvé une subvention de 9,56 M EUR pour financer les études techniques, financières et environnementales du projet d'interconnexion électrique sous-marine Égypte-Grèce (GREGY). Développé par le groupe grec Copelouzos avec des partenaires égyptiens, le câble HVDC, d'une capacité de 3 GW, permettra de relier le réseau électrique égyptien à celui de l'Union européenne. Le projet, reconnu comme Projet d'Intérêt Mutuel UE-Égypte, vise à diversifier les approvisionnements européens, réduire la dépendance aux combustibles fossiles et faciliter l'accès à l'électricité verte à prix compétitif. Pour l'Égypte, GREGY consolide sa stratégie de hub régional de l'énergie, favorise l'exportation d'électricité renouvelable.

5. LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES POUR L'IMPORTATION DE CARBURANTS

L'Égypte prévoit l'importation de 930 000 tonnes de carburants en février 2026. Ces volumes sont inférieurs d'environ 50 000 tonnes par rapport à janvier, en raison du ralentissement saisonnier des activités commerciales et industrielles pendant le Ramadan. Le diesel, majoritaire dans l'appel d'offres, soutient le secteur des transports, l'industrie et la production d'électricité, tandis que l'essence et le

GPL sont destinés à la consommation domestique. L'initiative s'inscrit dans la stratégie égyptienne visant à équilibrer la demande intérieure avec la production locale, notamment via la raffinerie MIDOR d'Alexandrie dont la capacité opérationnelle augmentera après les travaux de maintenance, permettant de réduire la facture d'importation et de renforcer la sécurité énergétique.

IRAK

1. MOBILISATION DES ENTREPRISES FRANÇAISES À L'OCCASION DE LA 49^{ÈME} ÉDITION DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE BAGDAD

Deux opérations de mobilisation collective ont rassemblé 19 entreprises françaises à l'occasion de la 49^{ème} édition de la Foire Internationale de Bagdad (FIB) qui se tient du 1^{er} au 7 février sous le thème « Nouvelles perspectives pour le futur de l'économie ».

Une mission d'entreprises conduite par Business France s'est tenue du 2 au 5 février et a réuni 11 entreprises françaises issues de différents secteurs (conseil, énergie, santé, transport, aéronautique, électronique, agroalimentaire, industrie, construction et formation). Organisée avec le soutien du Conseil d'affaires France-Irak et de la Fédération irakienne des chambres de commerce, cette mission avait pour objectif de promouvoir l'expertise des entreprises françaises, de nouer des relations avec les acteurs économiques et institutionnels irakiens, et d'identifier des partenaires fiables en vue de collaborations durables. Cette mission a permis aux entreprises d'apprécier le vaste champ d'opportunités dans de nombreux domaines et de se familiariser avec l'environnement des affaires de l'Irak.

En parallèle, un Pavillon France a été organisé sur le site de la FIB et a rassemblé 8 exposants français. La présence française était particulièrement attendue par la partie irakienne, le précédent Pavillon France remontant à 2018.

Ces séquences démontrent l'intérêt croissant des entreprises françaises pour le marché irakien et font suite à plusieurs opérations de mobilisation collective des entreprises françaises organisée depuis 2024 : forum France-Irak en mai 2024 et France-Région

autonome du Kurdistan en septembre 2024, venue à Bagdad d'une délégation de 30 entreprises menée par Medef International en février 2025, organisation par Business France d'un forum d'affaires Irak à Paris en mai 2025 et délégation d'entreprises menée par Evolen, l'association des entreprises du secteur de l'énergie en octobre dernier à Bagdad.

IRAN

1. BUDGET 2026/2027 : CHOC DE CHANGE ET HAUSSE DES SALAIRES SOUS CONTRAINTE

Le projet de budget pour l'année 1405 (2026/2027) intègre une révision majeure du taux de change de référence, passant de 750 000 à 1 230 000 tomans pour un dollar, afin de s'aligner sur une politique d'unification des taux. Cette dévaluation comptable intervient dans un contexte économique dégradé, marqué par une croissance négative et une réalisation des recettes totales du budget de l'année en cours à 71 %, attribuée à la faible performance des revenus pétroliers, selon un porte-parole de l'Organisation de la planification et du budget. Le passage à ce taux élargit comptablement l'assiette des recettes de l'État par deux leviers principaux. D'une part, il revalorise la contre-valeur en rials de certaines importations, ce qui gonfle mécaniquement les montants perçus au titre des droits de douane et des taxes afférentes. D'autre part, l'accroissement du volume global du budget résultant de cette réévaluation comptable augmente le plafond autorisé pour l'émission d'obligations gouvernementales, offrant ainsi une capacité de financement supplémentaire pour équilibrer les comptes. Sur le volet social, le gouvernement a acté une augmentation du salaire minimum des fonctionnaires et retraités jusqu'à 43 %, le portant à 186 millions de rials, via une hausse du coefficient de 20 % couplée à une bonification de points, dépendant du niveau de ressources de l'agent.

2. IMMOBILIER : PARALYSIE DE LA CONSTRUCTION FACE À L'EXPLOSION DES COÛTS

Le secteur du logement traverse une crise sévère caractérisée par l'arrêt de plus de 70 % des projets de construction de taille moyenne à Téhéran. Cette situation résulte d'une flambée des coûts des matériaux, le prix de l'acier ayant bondi de 30 % en

un mois, portant le coût moyen de construction à 350 millions de rials (190 € au taux libre) par mètre carré. Face à l'incertitude politique et à l'illiquidité du marché immobilier, les capitaux fuient le secteur vers l'or et les devises.

3. SITUATION CRITIQUE DES RÉSERVES HYDRIQUES À TÉHÉRAN

Les réserves d'eau de la capitale ont atteint un niveau alarmant, totalisant environ 170 millions de m³ (soit seulement 9 % de la capacité totale des barrages), ce qui représente une chute de 210 millions de m³ par rapport à l'année précédente. Les principaux barrages affichent des taux de remplissage critiques : 1 % pour le barrage de Lar, 3 % pour Amir Kabir et 7 % pour le complexe Mamloo-Latiyan. Cette pénurie, aggravée par une baisse de 25 % des sorties d'eau au niveau national, menace la production hydroélectrique et laisse présager de sévères tensions d'approvisionnement pour l'été à venir.

ISRAËL

1. MOODY'S RELÈVE LA PERSPECTIVE DE CRÉDIT D'ISRAËL

L'agence internationale de notation Moody's a relevé la perspective de crédit d'Israël **de négative à stable**, principalement en raison de son estimation d'une diminution du risque sécuritaire et de la stabilisation de la situation budgétaire. Moody's suit ainsi les traces de S&P, qui avait également relevé la perspective de crédit d'Israël de négative à stable en novembre. La note de crédit d'Israël reste toutefois inchangée à Baa1, à deux crans en dessous des notes attribuées par les deux autres grandes agences. À ce stade, l'impact de la décision sur les marchés semble négligeable.

2. LEVÉE RECORD DES ENTREPRISES DE LA CYBERSÉCURITÉ EN 2025

Les entreprises israéliennes spécialisées dans la cybersécurité ont levé un montant record de 8,27 Mds USD en 2025, soit près du double du total en 2024, le secteur continuant de dominer le paysage de l'innovation du pays. Le nombre de transactions est resté stable (138 en 2025 contre 136 l'année qui la précède), mais le financement moyen par transaction a atteint 60 M USD, contre 29 M USD en 2024.

3. LE SHEKEL ATTEINT SON NIVEAU LE PLUS HAUT DEPUIS 30 ANS FACE AU DOLLAR US.

Le shekel continue de s'apprécier face au dollar américain. Depuis octobre 2023, il s'est apprécié d'environ 23 % face au dollar américain et s'échangeait mercredi dernier à 3,088 ILS pour 1 USD. Les perspectives d'amélioration de la situation géopolitique, associées à la faiblesse du dollar sur les marchés mondiaux, sont les deux principales tendances qui soutiennent l'appréciation de la monnaie israélienne. Depuis le début de l'année 2026, le shekel s'est apprécié d'environ 2 % par rapport au dollar, et au cours des trois dernières années, il s'est apprécié d'environ 10 %.

4. APPLE RACHÈTE LA START-UP Q.AI POUR 2 MDS USD

D'après le *Financial Times*, Apple a effectué récemment la deuxième plus grande acquisition de son histoire, celle de la startup israélienne Q.ai pour 2 Mds USD. Q.ai est spécialisée dans le développement de technologies d'intelligence artificielle pour analyser les expressions faciales et améliorer les interactions audios dans des environnements difficiles.

5. PRÈS DE 485 M USD DE FONDS SUR LES COMPTES COURANTS

Selon la Banque d'Israël, en octobre dernier, les Israéliens détenaient quelque 420 Mds ILS sur des comptes courants. Près d'un sur dix détient plus de 100 000 ILS sur un compte courant. En y ajoutant les dépôts et les liquidités disponibles, le total s'élève à environ 1 500 Mds ILS. La valeur de ces fonds s'érode progressivement, avec une inflation cumulée de 18 % entre 2021 et 2025.

JORDANIE

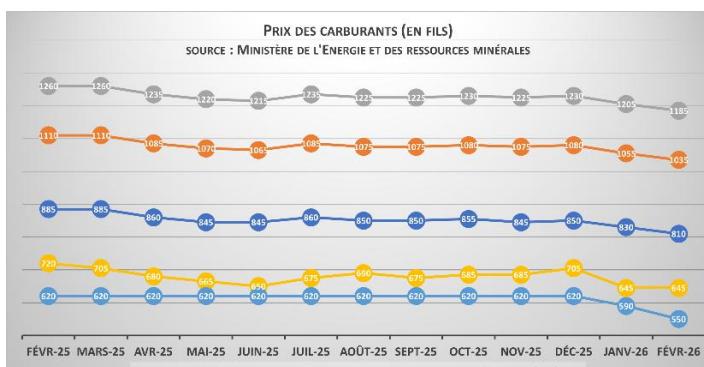
1. ORIENTATION À LA BAISSE DES PRIX DES CARBURANTS

La commission de fixation des prix du ministère de l'Énergie et des Ressources minérales a annoncé une révision à la baisse des prix de vente des carburants pour le mois de février (évolution par rapport au mois de janvier 2026) :

- Diesel : 0,645 JOD (0,90 USD) le litre (prix inchangé)
- SP 90 : 0,810 JOD (1,14 USD) le litre
(-0,20 JOD/-0,28 USD)

- SP 95 : 1,035 JOD (1,45 USD) le litre (-0,20 JOD/-0,28 USD)
- SP 98 : 1,185 JOD (1,67 USD) le litre (-0,20 JOD/-0,28 USD)
- Kérosène : 0,550 JOD (0,77 USD) le litre (-0,40 JOD/-0,56 USD)

Cette mise à jour intervient dans la continuité d'une première baisse des prix en janvier 2026, et fait suite à une directive gouvernementale visant à alléger les coûts pour les citoyens pendant le Ramadan.



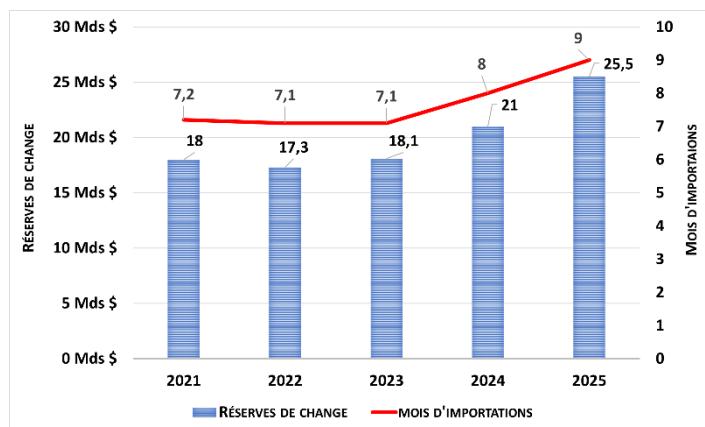
2. SOMMET 2026 DE L'ASSOCIATION DES BANQUES DE JORDANIE

L'Association des banques de Jordanie a organisé son sommet annuel, consacré cette année au thème de l'innovation financière, sous le patronage du Gouverneur de la Banque centrale de Jordanie, Adel al-Sharkas. Cet événement a réuni de nombreux dirigeants du secteur bancaire et financier, d'experts et de spécialistes d'institutions locales et internationales. Les participants ont abordé les perspectives de l'économie mondiale et régionale, ainsi que les implications pour l'économie nationale, et ont traité plusieurs sujets, dont l'avenir du système bancaire face à la transformation numérique. Le gouverneur a, à ce sujet, souligné les efforts de modernisation du secteur en Jordanie, avec la numérisation de 84 % des services bancaires. Il a également indiqué que les transactions effectuées par les systèmes nationaux de paiements avaient atteint 42 Mds JOD (59 Mds USD) en 2025.

3. HAUSSE DES RÉSERVES DE CHANGE (+21,4 %) DE LA BANQUE CENTRALE

Selon la Banque centrale de Jordanie (CBJ), les réserves de change ont enregistré une hausse de +21,4 % en 2025, par rapport au montant enregistré

fin 2024. Elles sont évaluées à 25,5 Mds USD contre 21 Mds USD fin 2024. Selon les données de la CBJ, les réserves sont suffisantes pour couvrir 9 mois d'importations de biens et de services en Jordanie (contre 8 mois en 2024). En outre, la CBJ a décidé, lors de sa [première réunion de 2026](#), de maintenir les taux d'intérêt de ses instruments de politique monétaire. Cette annonce fait suite au maintien des taux d'intérêt par la Réserve fédérale des États-Unis, intervenue le 28 janvier.



LIBAN

1. VOTE DU BUDGET 2026 AU PARLEMENT

Le Parlement libanais a adopté, le 29 janvier 2026, la loi de finances pour l'année 2026, avec 59 voix pour, 34 contre et 11 abstentions. Le vote est intervenu après trois journées de sessions intenses, et sous la menace d'une pression sociale forte et de manifestations de fonctionnaires, de retraités militaires et d'enseignants. Les débats se sont concentrés notamment sur la question des rémunérations dans la fonction publique, sans toutefois que le texte ne prévoit précisément les augmentations : un projet de loi pourrait être adopté dans les prochaines semaines pour réviser le salaire de base. Il était important pour le Parlement d'adopter le projet de loi avant la fin du mois de janvier, pour éviter son application par décret gouvernemental, comme en 2025. Le gouvernement n'a par ailleurs pas transmis au Parlement les projets de loi de clôture des comptes pour les années non encore approuvées ; cette procédure n'a pas été respectée au Liban depuis plusieurs années.



2. LE QATAR ACCORDE 434 M USD AU LIBAN

À l'occasion de la visite le 27 janvier à Beyrouth du ministre d'État qatarien, Mohammed bin Abdulaziz Al-Khulaifi, le Fonds qatarien pour le développement (QFFD), a annoncé accorder un financement de 434,25 M USD à la république « sœur » du Liban, comme le précise le communiqué officiel publié par le Fonds.

400 M USD, dont 10 % seront fournis sous la forme d'une subvention, serviront à soutenir le redressement du secteur de l'énergie du pays. Le reliquat sera destiné à l'achat d'équipement pour les forces armées libanaises, l'octroi de bourses scolaires et la démocratisation de l'accès au sport pour la jeunesse libanaise.

PALESTINE

1. NETTE AMÉLIORATION DES INDICATEURS CLÉS DE LA BOURSE DE PALESTINE

En 2025, la Bourse de Palestine enregistre une nette amélioration de ses indicateurs clés, traduisant un regain de confiance des investisseurs. La capitalisation boursière totale atteint 4,9 Mds USD en hausse de 21 % par rapport à 2024 (+862 M USD), et représente désormais 34 % du PIB, contre 23 % avant la guerre.

Les échanges se sont déroulés sur 244 séances, confirmant la continuité opérationnelle du marché. La valeur totale des transactions s'élève à 383 M USD, contre 164 M USD en 2024. Par secteur, l'investissement affiche la plus forte croissance (+38 %), suivi des services (+22 %) et de l'industrie (+11 %). Les secteurs bancaire et assurantiel progressent respectivement de 6 % et 0,4 %.

La structure de l'investissement évolue également : 62 % des capitaux sont désormais locaux, contre 38 % étrangers, en hausse par rapport aux 34 % enregistrés avant la guerre. Quatre opérations d'augmentation de capital ont été menées pour un montant total de 51,7 M USD.

2. BILAN DES CHÈQUES ÉCHANGÉS EN 2025

En 2025, 5,7 M de chèques ont circulé en Palestine pour une valeur totale de 20,25 Mds USD, selon les statistiques annuelles de l'Autorité monétaire

palestinienne. Parmi eux, 602 000 chèques ont été rejetés pour insuffisance de provision, pour un montant de 1,37 Md USD. Ces rejets représentent 10,5 % en volume et 6,8 % en valeur, en baisse par rapport à 2024 (16,7 % en volume et 8,3 % en valeur).

Les données indiquent toutefois qu'une partie des chèques rejetés a été régularisée. En 2025, 116 017 chèques rejetés ont été réémis ou réglés par des accords amiables, pour une valeur de 319,8 M USD. Par ailleurs, 156 608 chèques, d'un montant de 430,1 M USD, correspondant à des rejets d'années précédentes, ont été honorés durant l'année.

L'usage des outils numériques progresse : 95 000 citoyens ont utilisé l'application de consultation des chèques, générant 650 000 requêtes, contribuant à la réduction des chèques rejetés et à une meilleure gestion du risque dans les transactions commerciales.

3. L'ARABIE SAOUDITE, SEUL SOUTIEN BUDGÉTAIRE ARABE EN 2025

En 2025, l'Arabie saoudite est le seul pays arabe à avoir apporté un soutien financier direct au budget de l'Autorité nationale palestinienne, selon des données officielles du ministère palestinien des Finances. Le soutien saoudien atteint 392 M NIS (127 M USD) sur l'année.

Ce montant représente 14 % du total des fonds destinés au soutien budgétaire, évalué à 2,7 Mds NIS (870 M USD) en 2024, ce qui souligne le poids relatif de la contribution saoudienne dans un contexte de raréfaction des aides arabes.

Sur le long terme, l'aide totale fournie par l'Arabie saoudite à la Palestine est estimée à 5,56 Mds USD sur plus de 25 ans. Le premier appui financier remonte à 1997, selon les données publiées sur la plateforme saoudienne de l'aide internationale.

Parmi ce total, 2,5 Mds USD (soit 45 %) ont été alloués au soutien direct des budgets publics. L'aide saoudienne s'est matérialisée à travers 320 projets, couvrant notamment l'éducation, l'aide humanitaire, la sécurité alimentaire, l'agriculture et la gouvernance.

SYRIE

1. ACCORD ENTRE LA SYRIAN PETROLEUM COMPANY, LES ÉTATS-UNIS ET LE QATAR SUR L'EXPLORATION OFFSHORE

La compagnie nationale syrienne Syrian Petroleum Company a signé le 4 février un protocole d'accord avec Chevron (États-Unis) et UCC Holding (Qatar) pour la prospection de gaz et de pétrole offshore, en présence de l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack. L'accord vise à resserrer les partenariats stratégiques dans le secteur de l'énergie, et à permettre le développement des ressources syriennes en hydrocarbures, pour l'heure concentrées dans la partie Nord-Est du pays.

2. RECONNEXION DU BARRAGE DE TICHRINE AU RÉSEAU ÉLECTRIQUE SYRIEN

Le barrage de Tichrine, en amont des barrages de Tabqa et d'al-Baath, sur l'Euphrate, a été reconnecté au réseau électrique syrien au début à la fin du mois de janvier 2026 et a commencé à produire de l'électricité, selon le ministère syrien de l'Énergie. La capacité de fonctionnement est pour l'instant de 40 MWh, mais d'autres groupes de production devraient permettre d'augmenter la capacité en fonction notamment de la disponibilité de l'eau.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,6	25*
PIB (Md\$ USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 ^E	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	91	43	37	68	115	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	1,7	16,4	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	51,3	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr